

DES MAGISTRATS LE RECONNAISSENT :

«Il y a abus dans le recours à la mise sous mandat de dépôt»

Des magistrats ont reconnu qu'il y a abus dans le recours à la mise sous mandat de dépôt des prévenus, avant que le président du Syndicat national des magistrats (SNM), M. Djamel Aidouni, ne tempère, en indiquant que «cela ne dépasse pas les 11% des cas traités par les juges d'instruction. Le constat a été fait avant-hier à l'occasion de la tenue de la session ordinaire du conseil du SNM.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion, tenue au siège de la résidence des magistrats à El-Biar, a été caractérisée par la présence des journalistes, autorisés d'assister aux travaux du conseil en plénière.

Une décision saluée par les professionnels des médias et qui atteste de «l'esprit d'ouverture et de transparence dont fait preuve depuis quelques années le Syndicat national des magistrats».

A propos de la question de mise sous mandat de dépôt, les intervenants, par ailleurs membres du conseil national du SNM,

ont reconnu que «les juges d'instruction recourent très souvent à la mise sous mandat de dépôt, confirmant ainsi les observations du représentant du ministère public lors de la présentation du prévenu, même si le cas de ce dernier ne nécessite pas la prise d'une telle décision».

En évoquant cette problématique, les magistrats ont rappelé les propos du premier magistrat du pays à l'occasion de la célébration de la Déclaration universelle des droits de l'homme : «Les magistrats ont tendance à recourir hâtivement à la mise sous mandat de dépôt».

Par contre, pour d'autres membres du Conseil national des magistrats, «la mesure de mise sous mandat de dépôt est un recours obligatoire notamment pour des cas de terrorisme, de meurtre avec préméditation, de vol qualifié ou de détournement caractérisé et avéré». «Il ne faut pas croire que le juge d'instruction est une personne inhumaine. Il est très difficile pour le magistrat instructeur de prendre des décisions de privation des libertés et des droits des personnes. Mais dans des cas précis, il n'y a pas d'autres solutions que de mettre le prévenu sous mandat de dépôt.

La loi est claire sur ce point. Il faut se mettre à la place du juge d'instruction. Il est appelé à prendre toutes les mesures et précautions afin de ne pas léser toutes les parties. Qui doit défendre les intérêts

de la victime et de la société ?», s'est interrogé un juge d'instruction.

Interpellé sur le même sujet en novembre dernier en marge de l'ouverture de l'année judiciaire de la cour d'Alger, le procureur général d'Alger avait reconnu que cette mesure doit être considérée comme exceptionnelle, telle que prévue par la loi.

«Le juge est mis devant une lourde responsabilité. Il a le plein pouvoir de décider d'une telle mesure. Croyez-vous qu'il est aisé de mettre les gens en prison ? Je pense que le mandat de dépôt est un mal nécessaire», a-t-il souligné.

Quant aux avocats et autres défenseurs des droits de l'homme, ils considèrent que le magistrat instructeur «n'hésite pas à recourir à la mise sous mandat de dépôt des

prévenus dans la quasi-totalité des affaires de justice qui lui sont soumises».

«La loi est claire sur ce chapitre, la mise sous mandat de dépôt est une exception et non pas une règle et le juge d'instruction instruit à charge et à décharge. D'un côté, on se plaint qu'il y ait surpopulation carcérale et de l'autre, on envoie les gens en prison pour un motif ou un autre», a-t-on soutenu. Un point de vue que développe maître Noureddine Benisad, vice-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADHD).

Ce dernier considère qu'en règle générale, «les personnes en instance de jugement ne doivent pas être détenues en respect de la liberté et de la présomption d'innocence conformément aux conventions de Tokyo.

L'Algérie a ratifié la Déclaration universelle des droits de l'homme et notamment le pacte civil et politique dans son article 9-3 portant sur les principes de détention».

Et d'ajouter : «C'est une bonne chose de reconnaître qu'il y a abus de détention provisoire». Pour l'avocat, «bon nombre de personnes en instance d'être jugées sont en détention, alors qu'elles ne sont pas censées l'être, et pourtant on crie à la surpopulation carcérale».

«Dans certains dossiers, le juge d'instruction est devenu, par la force des choses, le relais du parquet et de la police judiciaire, alors qu'il est censé instruire à charge et à décharge. Si cela est le rôle du juge d'instructeur, il vaut mieux le supprimer», a conclu M^e Benisad.

A. B.

RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL DU SNM Les juges plaident leurs causes

Les magistrats revendiquent plus de sécurité dans l'exercice de leur métier. Il s'agit là de l'une des principales recommandations contenues dans la déclaration finale ayant sanctionné les travaux de la session ordinaire du conseil national du Syndicat national des magistrats qui s'est tenue ce jeudi au siège de la résidence des magistrats.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les recommandations, résultats d'un riche débat qui a duré plus de cinq heures, portent également sur la «nécessité d'établir l'équité pour la formation à l'étranger entre les 4 000 magistrats exerçant à l'échelle nationale, l'annulation pure et simple des articles 34 et 49 de l'avant-projet portant exercice de la profession d'avocat et le rejet des pratiques policières commises par certains inspecteurs de la chancellerie».

Les membres du conseil national ont également approuvé l'idée de la création et l'adhésion du SNM à l'Union des magistrats des pays du Maghreb arabe et de la préparation de la réunion de l'Union africaine des magistrats qui se tiendra en Algérie en 2009.

L'actualité liée à l'exercice de la profession de magistrat a dominé les débats des membres du conseil national des magistrats où il a été notamment mis en exergue et recommandé «plus de sécurité pour les magistrats dans les tribunaux après l'incident qui s'est produit mercredi au niveau de la cour de Béjaïa». Pour rappel, un

policier qui assistait au procès de son frère a pris en otage un procureur général adjoint à l'intérieur du tribunal de cette ville, avant d'être arrêté. La prise d'otage, qui a duré près de trois heures selon des témoignages de magistrats, a mis en consternation ces derniers qui appellent au renforcement urgent de la sécurité dans les tribunaux. «Il faut renforcer la sécurité des magistrats. Personne ne doit pénétrer avec des armes l'enceinte des tribunaux», ont recommandé les membres du conseil du syndicat. Djamel Aidouni, président du SNM, avait rappelé qu'un incident presque similaire a eu lieu il y a deux ans.

Sur un autre chapitre, les membres du conseil national ont exprimé leur soutien au magistrat de Constantine et ont décidé de constituer une délégation qui se rendra sur les lieux pour s'enquérir de la situation.

Les magistrats ont dénoncé, également, les «pratiques policières» des inspecteurs de la chancellerie. «C'est une atteinte à la dignité des magistrats», ont-ils dit. «Nous estimons que l'inspection doit plutôt renforcer la justice et non pas

chercher la petite bête», ont-ils ajouté non sans relever que certains inspecteurs se comportent comme des «policiers». «Il faut définir les critères de désignation de ces inspecteurs», ont-ils suggéré.

D'autres interventions ont porté sur les informations publiées dans les colonnes de la presse nationale et selon lesquelles les salaires des magistrats ont connu une revalorisation importante. «Les informations telles que rapportées par la presse sont fausses. Certes, il y a eu revalorisation des salaires des magistrats mais pas tel que rapporté. Le plus haut salaire est celui du président de la Cour suprême qui est de 19 millions de centimes, alors qu'un magistrat débutant ne touche que 4,5 millions de centimes, et le magistrat confirmé perçoit 7,5 millions de centimes».

Lors des débats, le président du Syndicat national des magistrats, M. Djamel Aidouni, a fait état de certaines conditions dans lesquelles exercent les magistrats.

«Il est vrai que depuis quelques années, la chancellerie a fourni d'importants efforts à même d'offrir au magistrat les meilleures conditions pour exercer sa fonction, mais certaines situations néfastes persistent encore», a-t-il souligné, citant en exemple «l'importance du volume des dossiers traités par les magistrats en audience».

A. B.

JUSTICE

Les robes noires en conclave à Annaba

Plus de cinq cents avocats ainsi que des magistrats, des huissiers de justice et des experts en droit civil, administratif et pénal se sont rencontrés ces mercredi et jeudi derniers au palais de la culture Mohamed-Boudiaf, à Annaba.

Réunir tout ce monde, issu de différents conseils de l'ordre, tribunaux et bureaux d'expertises de plusieurs régions de l'Est du pays pour un séminaire de deux jours n'a pas été une gageure, d'autant que la manifestation a été placée sous le haut patronage du ministère de la Justice.

Ce que le bâtonnat de Annaba, que préside M^e Mabrouk Nedjouda, n'a pas manqué de relever. Au programme de cette rencontre il est prévu d'étudier et débattre les dispositions du nouveau code de procédures civiles et administratives dont l'application est prévue dès avril 2009. Des ténors du barreau et de la magistrature ont animé les débats et contribué à la compréhension des nouvelles dispositions et des modalités de leur application. M^e Nedjouda a annoncé la couleur dans son discours d'ouverture. Il a souligné le retard pris dans le jugement d'une affaire que générerait l'obligation de traduction des documents soumis aux tribunaux autres que ceux écrits en langue nationale. Il faut dire que les «affaires civiles et administratives», qui ont alimenté la chronique judiciaire nationale ces dernières années, ont renforcé la conviction des robes noires en conclave à Annaba de fouiller les nouveaux articles de loi comme elles ne l'ont jamais fait auparavant. C'est dans ce cadre que se sont inscrites les recommandations de ce séminaire. Elles ont été élaborées par des groupes de travail sous la conduite M^e Amara Abderahmane, délégué général, porte-parole du barreau de Annaba, véritable cheville ouvrière de l'organisation de cet important rendez-vous. Si elles sont prises en considération, elles pourront servir de référence au ministère de la Justice. C'est comme si à travers cette rencontre, conjointement organisée par les bâtonnats de Annaba, Constantine, Sétif et Batna, les

avocats tentaient de contribuer à la restauration de la confiance du public en la justice. Il ne peut pas en être autrement dans un monde en constante évolution où cette même justice est constamment sollicitée, imposant de fait de simplifier les procédures. C'est ce qui ressort des débats et discussions à bâtons rompus engagés en public ou en aparté par les participants. Pour de nombreux avocats, magistrats et experts en droit civil et administratif, le séminaire de Annaba, organisé par les quatre bâtonnats de l'Est auxquels s'est ajouté celui de Tizi-Ouzou à titre d'invité, mériterait d'être étalé dans le temps et dans l'espace. Il devrait être également élargi à d'autres procédures de justice. Certains ont même abordé la question de trouver les moyens appropriés pour l'interprétation des textes de part et d'autre du prétoire. La plupart des participants interrogés ont unanimement affirmé que «pour être efficace et juste, une politique judiciaire ne doit pas se limiter seulement à l'édition de lois et textes mais doit travailler à la compréhension de ces derniers par tous et en premier par les avocats et les magistrats. Que d'erreurs ont été commises parce que d'un côté ou de l'autre du prétoire, on a mal interprété un article de procédure judiciaire. Si l'on veut avoir une politique judiciaire cohérente, il est indispensable de multiplier ce genre de rencontres entre tous les acteurs, du plus haut au plus petit échelon du secteur de la justice». Dans le lot, il y a également les commissaires aux comptes et les experts comptables. Ils sont venus écouter les explications sur ce code de procédures civiles et administratives qui aura un impact direct sur la gestion des dossiers de contentieux, dont celui du travail. Pari réussi donc pour le bâtonnat de Annaba qui a admirablement maîtrisé l'organisation de cette manifestation. Elle a été rehaussée par la présence des autorités civiles et militaires locales, dont M. Mohamed Ghazi, wali de Annaba, ainsi que les représentants diplomatiques de la France et de la Tunisie.

A. Djabali